

Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

1. Intitulé du projet

Agrandissement de la déchetterie de St-Gely-du-Fesc

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup

N° SIRET 20002298600018

Forme juridique EPCI

Qualité du
signataire Président de la communauté de communes

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone 04 67 55 17 00 Adresse électronique

N° voie 25 Type de voie Allée Nom de voie de l'Esperance

Lieu-dit ou BP

Code postal 34270 Commune St-Mathieu-de-Trévières

Si le demandeur réside à l'étranger Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☐ Monsieur ☒

Nom, prénom GHISALBERTI Jean-Marc

Société

Service Services techniques

Fonction Adjoint au Directeur

Adresse

N° voie 25 Type de voie Allée

Nom de voie de l'Esperance

Lieu-dit ou BP

Code postal 34270 Commune St-Mathieu-de-Trévières

N° de téléphone 0467551882

Adresse électronique

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie Type de voie

Nom de la voie

Lieu-dit ou BP ZA du Rouergas

Code postal 34980 Commune Saint-Gely-du-Fesc

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction
La Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup gère aujourd'hui 8 déchetterie fixes sur son territoire, dont la déchetterie de St-Gely-du-Fesc, située sur la parcelle cadastrale n° 20 de la commune de St-Gely-du-Fesc.

Celle-ci fait l'objet d'un projet d'agrandissement, dont l'emprise concernera en partie les parcelles cadastrales 20, 21 et 47 en partie.

La déchetterie projetée sera ainsi équipée de 14 quais au lieu de 7 actuellement, dont 2 quais de passes qui seront notamment utilisés en cas de forte affluence. Trois quais seront conservés et globalement, le remblai structurant le haut de quai actuel sera conservé. La surface du haut de quai est estimée à 1 930m², tandis que la superficie du bas de quai est estimée à 1 820m² (contre 410m² pour le haut de quai et 720m² pour le bas de quai dans la configuration actuelle).

La déchetterie comportera :

- 1 benne de 30m³ pour le carton
- 1 benne de 35m³ pour l'éco-mobilier
- 1 benne de 35m³ pour les encombrants
- 1 benne de 30m³ pour la ferraille
- 2 bennes à gravats de 15m³ chacune
- 1 benne de 30m³ pour le plâtre
- 1 benne de 30m³ pour le bois
- 6 bennes de 30m³ chacune pour les végétaux
- 2 conteneurs de 30m³ pour les DEEE
- 1 colonne de 2m³ pour le textile
- 2 colonnes de 2500L chacune pour le verre
- 1 colonne de 1000L destinée à la collecte des huiles végétales
- 1 colonne de 1200L pour les huiles de vidange
- 1 conteneur de 30m³ pour la "recyclerie"
- 1 conteneur de 21m³ pour les DDS.

Un local gardien comprenant sanitaires, vestiaires, un tableau général basse tension (TGBT), tableau de commandes de l'éclairage, chauffage électrique, climatisation, local technique, mobilier (chaises, bureaux, étagère, rangement, réfrigérateur) sera également construit après démolition du local gardien actuel.

Les travaux comprennent :

- des opérations de démolition et démontage du site existant : démolition de la dalle support de bennes, des murs de quai, du local gardien existant, dépose d'une partie des clôtures existantes et des 4 portails existants, décroûtage de l'ensemble des enrobés, dépose d'une partie des bordures et de l'ensemble des équipements haut de quai ;
- des opérations de terrassement : déblais sur une hauteur de 2m nécessaires à l'agrandissement de la zone basse du quai, ainsi qu'à la réalisation du bassin de rétention, remblais pour l'agrandissement de la zone haute du quai (réhausse de 1m du terrain actuel) ;
- création de voirie et remise en état d'une partie de la voirie existante (sciage des enrobés, décroûtage des revêtements de surface, terrassement, couche de roulement ;
- Mise en place de panneaux de signalisation (panneaux de limitation de vitesse, gabarit, sens de circulation, zones piétonnes, etc.) et d'un marquage au sol ;
- Mise en œuvre de bordures béton de part et d'autre de la voirie ;
- Opérations de génie civil : dalle, murs de quai, murs de soutènement, banquettes de déchargement, reprise des traces d'impact constatées sur les ouvrages béton qui seront conservés ;
- Installation d'équipements de protection/d'information : bavette caoutchouc, gardes corps métalliques, butées de bennes en caoutchouc/acier, systèmes d'indication des filières (panneaux ou marquage), guérite métallique, escaliers métalliques ;
- Fourniture et mise en place de bennes/conteneurs ;
- Construction du nouveau local gardien ;
- Création d'un bassin de rétention de 450 m³, étanché avec une géomembrane et équipée d'un séparateur d'hydrocarbures et d'un obturateur pneumatique en sortie de bassin. En cas de pollution accidentelle, celui-ci assurera le confinement des eaux polluées, qui seront ensuite analysées puis transférées dans un centre de traitement agréé ;
- Création d'un réseau de récupération des eaux pluviales : canalisations, caniveaux, grilles avaloir ;
- Remise à neuf des réseaux secs depuis les coffrets existants, ainsi que du réseau d'éclairage qui sera équipé de spots LED ;
- Installation d'une barrière automatique à l'entrée du site ;
- Pose d'une clôture de 2m de haut en périphérie de l'emprise du projet, raccordée à la clôture existante ;

4.2 Votre projet est-il un :

Nouveau site ☒

Site existant ☐

4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

[illegible]

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☒

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Si oui, lequel ou laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La ZNIEFF de type I et la ZNIEFF de type II les plus proches se situent respectivement à plus de 3,2km à l'Est (site n°910030366) et à environ 2km à l'Ouest (site n°910030608) du projet.
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone couverte par un arrêté de protection du biotope la plus proche se situe à environ 10km au Nord du projet (site FR3800376).
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les parcs nationaux, régionaux et réserves naturelles, ainsi que les zones de conservation halieutique les plus proches se situent dans un rayon supérieur à 10km
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de St-Gely-du-Fesc est couverte par un plan de prévention du risque inondation (PPRI) approuvé le 11 mai 2007 (arrêté préfectoral n° 2007/01/922) ainsi que par un plan de prévention du risque incendie de forêt (PPRif) approuvé le 30 janvier 2008 (arrêté préfectoral n°2008/01/193).
Dans un site ou sur des sols pollués ? <i>[Site répertorié dans l'inventaire BASOL]</i>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ? <i>[R.211-71 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet se situe dans le périmètre de protection rapprochée du forage du Pézuillet, forage n'étant plus utilisé à ce jour. Après échange téléphonique avec l'ARS, ce forage n'étant plus utilisé, une procédure d'abrogation de la DUP va être menée par la commune.
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site inscrit le plus proche "Bois du Rouquet" se situe à environ 1,8km à l'Ouest du projet.
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site Natura 2000 le plus proche, "Le Lez", se situe au plus proche à 3,4km à l'Est du projet.
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site classé le plus proche "Pic Saint Loup et Montagne de l'Hortus" se situe à environ 6,5km au Nord du projet.

7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

¹ Non concerné

Milieu naturel	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des déblais seront nécessaires pour l'agrandissement de la zone "bas de quai" ainsi que pour la réalisation du bassin de rétention.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des remblais seront nécessaires pour l'agrandissement de la zone "haut de quai". Pour cela, des matériaux de carrière de granulométrie inférieure à 0/150mm seront apportés sur le site.
	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les parcelles concernées par le projet d'agrandissement de la déchetterie s'inscrivent majoritairement dans un tissu urbain. La parcelle 20 est entièrement urbanisée et utilisée pour la déchetterie actuelle, tandis que les parcelles 21 et 47 sont constituées en partie de pelouses rases et de milieux urbanisés, exploitées par le centre technique municipal et pour le stockage de déchets verts. Etant donnée la faible sensibilité du milieu et la nature du projet, aucune dégradation ou destruction de la biodiversité existante n'est attendue.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est implanté au sein d'aucun site Natura 2000. De plus, la déchetterie ne sera pas à l'origine d'émissions atmosphériques ou aqueuses susceptibles d'atteindre et impacter les zones Natura 2000. De ce fait, il n'est pas susceptible de comporter des impacts sur un habitat ou une espèce inscrit(e).
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Comme pour les sites Natura 2000, le projet ne concerne aucun site naturel réglementé. De plus, celui-ci n'étant pas à l'origine d'émissions pouvant atteindre les sites situés à distance, il ne comporte aucun impact sur ces derniers.
Risques	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'agrandissement de la déchetterie nécessite la consommation d'une zone rudérale utilisée à ce jour par le centre technique municipal et pour le stockage de déchets verts.
	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucune ICPE soumise à autorisation n'est recensée sur la commune de St-Gély-du-Fesc, et aucun Plan de Prévention des Risques technologiques ne concerne la commune.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site est concerné par le risque incendie de forêt, et est classé en zone B1 selon le PPRif, à savoir en zone de précaution forte vis-à-vis du risque incendie de forêt.

	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La déchetterie ne sera à l'origine d'aucune émission atmosphérique ou aqueuse pouvant comporter des dangers pour la santé.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucune ICPE soumise à autorisation ou installation comportant des risques sanitaires n'est présente à proximité du site du projet.
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet sera à l'origine de déplacements routiers (usagers, camions bennes). A noter que le projet a notamment pour but l'amélioration de la situation existante en ce qui concerne le trafic sur la rue de la Mine (en diminuant l'attente à l'entrée du site).
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le trafic routier ainsi que l'impact des déchets lourds dans les bennes seront à l'origine de nuisances sonores. Les niveaux de bruit réglementaires imposés par l'arrêté du 23/01/1997 seront respectés. Conformément à l'arrêté de prescriptions générales, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera réalisée tous les 3 ans par un organisme qualifié, la 1ère mesure étant effectuée dans l'année suivant le démarrage de l'installation.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les ordures ménagères et autres matières putrescibles sont proscrites au sein de la déchetterie. Les bennes de déchets verts seront régulièrement évacuées afin d'éviter toute libération d'odeurs liée à la décomposition des végétaux. Les autres déchets collectés (mobilier, gravât, plastique, etc.) ne sont pas à l'origine de flux malodorants.
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le réseau d'éclairage sera remis à neuf dans le cadre du projet d'agrandissement de la déchetterie. 6 mâts de 10 m de haut seront ainsi mis en place sur la déchetterie, chacun équipé d'un spot LED. Cependant, la déchetterie n'est ouverte que jusqu'à 18h. Les émissions lumineuses seront donc principalement observées en hiver et seront restreintes à la période d'ouverture du site (jusqu'à 18h).
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les eaux de ruissellement seront collectées par un réseau de récupération des eaux pluviales et dirigées vers un bassin de rétention de 450m3, équipé d'un séparateur d'hydrocarbures. Les eaux seront rejetées au milieu naturel après traitement, en lieu et place du point de rejet actuel (fossé).
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet concerne l'agrandissement d'un site d'ores-et-déjà existant, implanté au sein d'une zone d'activité, et n'impactera donc pas le paysage ou le patrimoine architectural et culturel. En cas de découverte fortuite susceptible de présenter un caractère archéologique lors des travaux, les entreprises auront l'obligation de la déclarer immédiatement auprès des services de l'Etat concernés.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La parcelle 20 est occupée par la déchetterie actuelle. Les parcelles 21 et 47 sont quant à elles en partie exploitées pour le stockage de déchets verts et le centre technique municipal.

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquelles :

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement]. La remise en état du site permettra un usage futur de type industriel ou artisanal.

9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

A *Saint Thaurien de Treviers*

Le *23 octobre 2019*

Signature du demandeur



Pour le Président,
Par délégation,
Directeur Général des Services Techniques,
Stéphane NOYER

Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
PJ n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
PJ n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
PJ n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
Requête pour une échelle plus réduite <input type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
PJ n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
PJ n°5. - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
PJ n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :	
PJ n°7. - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet se situe sur un site nouveau :	
PJ n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
PJ n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input checked="" type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :	
PJ n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input checked="" type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :	
PJ n°11. - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :	
PJ n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>

- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement ☒
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3 ☐
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement ☒
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement ☐
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement ☒
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ☐
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ☐

Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :

PJ n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

PJ n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

PJ n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].

Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

PJ n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

PJ n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

PJ n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] : ☐

- **PJ n°13.5.1** La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

- **PJ n°13.5.2** La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

- **PJ n°13.5.3** L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces

Dossier d'enregistrement au titre de la réglementation ICPE et Notice d'incidences